

Accusé de réception en préfecture  
062-344077672-20231215-6838-DE-1-1  
Date de télétransmission : 22/12/2023  
Date de réception préfecture : 22/12/2023

Acte certifié exécutoire

**Bruno FONTALIRAND**

Directeur général



**Pas de Calais Habitat**

4, avenue des Droits de l'Homme  
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



## **PAS DE CALAIS HABITAT** **Office Public de l'Habitat**

### **DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 15 DÉCEMBRE 2023**

**Président** : Monsieur COTTIGNY

**Présents** : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Monsieur GLORIAN, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MENU, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Monsieur PEZE.

**Excusés** : Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame ROSSIGNOL qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame VAN HEGHE qui a donné pouvoir à Monsieur MELLICK.  
Monsieur DECLEMY.

#### **Modification du règlement intérieur des achats**

---

Direction de la performance  
Rapporteur : M. [REDACTED]

---

Une modification du règlement intérieur des achats est proposée afin de supprimer la mention expresse du montant des seuils de procédure formalisée pour être remplacé par la mention « seuil de procédure formalisée » afin d'éviter la modification dudit règlement à chacune de leurs évolutions.

A titre d'information, il est précisé aux membres du Conseil d'administration que les seuils de procédure formalisée vont changer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 de la manière suivante :

| Type de marché          | Seuils précédents | Seuils à compter du 01/01/2024 |
|-------------------------|-------------------|--------------------------------|
| Fournitures et Services | 215 000 € HT      | 221 000 € HT                   |
| Travaux                 | 5 382 000 € HT    | 5 538 000 € HT                 |

Par ailleurs, par une délibération du Bureau du Conseil d'administration de Pas-de-Calais habitat en date du 17 novembre 2023, il a été décidé de renvoyer les conditions d'utilisation de la carte de paiement de l'office au règlement intérieur des achats. Ce dernier a donc été modifié en conséquence avec l'ajout d'un article 10.

Ce projet de règlement intérieur dont l'adoption est proposée aujourd'hui est joint au présent document.

\*\*\*\*\*

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ adoptent le nouveau règlement intérieur des achats de Pas-de-Calais habitat

Décision adoptée à l'unanimité

---

## Règlement intérieur des achats et marchés de Pas-de-Calais habitat

---

*Pris pour l'application de l'Ordonnance [n° 2018-1074 du 26 novembre 2018](#) portant partie législative du code de la commande publique, du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et du Décret n° 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique*

*(Adopté par délibération du Conseil d'administration du 27 mars 2020, modifié par délibération du Conseil d'administration du 17 mars 2023)*

## Table des matières

---

|     |  |    |
|-----|--|----|
| 1.  | Dispositions générales .....   | 4  |
| 2.  | Les marchés publics exclus de l'application du présent règlement ..... | 4  |
| 3.  | La définition des besoins.....   | 4  |
| 4.  | Les achats groupés et centralisés .....                                | 6  |
| 5.  | Dématérialisation.....   | 6  |
| 6.  | Les procédures de passation des marchés.....                           | 6  |
| 7.  | L'attribution des marchés .....  | 17 |
| 8.  | Les marchés publics globaux.....                                       | 18 |
| 9.  | L'exécution des marchés publics .....                                  | 18 |
| 10. | Utilisation de la carte de crédit de Pas-de-Calais habitat .....       | 20 |
| 11. | Dispositions finales .....   | 20 |

## Préambule

Le Code de la commande publique constitue le cadre légal et réglementaire applicable, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019, aux marchés des offices publics de l'habitat (OPH).

Les marchés de fournitures, services et travaux conclus par Pas-de-Calais habitat sont ainsi soumis aux dispositions législatives et réglementaires telles que prévues à l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, au Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et au Décret n° 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique.

Sur le fondement de ces textes, le présent règlement intérieur, applicable à l'ensemble des services de Pas-de-Calais habitat, a pour objet d'encadrer les procédures internes applicables aux marchés publics qu'il conclut.

## Glossaire

Pour l'application du présent règlement, Pas-de-Calais habitat souhaite préciser la définition des termes suivants :

- ✓ Commission d'Appel d'Offres : organe chargé d'émettre un avis sur l'ouverture des plis, d'examiner les candidatures et les offres et d'émettre un avis sur le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse des marchés dont le montant est égal ou supérieur aux seuils de procédures formalisées;
- ✓ Commission des Procédures Adaptées : organe chargé d'émettre un avis sur l'ouverture des plis, d'examiner les candidatures et les offres et d'émettre un avis sur le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse dans le cadre des marchés dont les montants sont définis dans les tableaux récapitulatifs ci-après ;
- ✓ Commission de délégation de service public : organe chargé d'émettre un avis sur l'ouverture des plis, d'examiner les candidatures et les offres et d'émettre un avis sur le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse dans le cadre de délégation de service public ;
- ✓ Comité technique : organe chargé d'émettre un avis sur l'ouverture des plis, d'examiner les candidatures et les offres et d'émettre un avis sur le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse dans le cadre des marchés dont les montants sont définis dans les tableaux récapitulatifs ci-après et d'émettre des avis sur des questions qui lui sont soumises et sur le recours à certaines procédures ou modalités d'achat ;
- ✓ Service acheteur : service assurant la passation de marchés selon les principes de la commande publique applicables et les dispositions prévues au présent règlement.
- ✓ Marché public : terme désignant tout contrat conclu par Pas-de-Calais habitat tel que défini à la Première Partie du Code de la commande publique à l'exception de ceux définis au Titre II du LIVRE PREMIER de ladite partie.

### 1. Dispositions générales

---

Pas-de-Calais habitat doit respecter, à l'occasion de la passation de ses marchés publics, les principes fondamentaux suivants :

- ⇒ Liberté d'accès à la commande publique ;
- ⇒ Egalité de traitement des candidats ;
- ⇒ Transparence des procédures.

Le respect de ces principes doit conduire à assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics.

Afin de garantir l'égalité de traitement entre les candidats, Pas-de-Calais-habitat veille à transmettre à l'ensemble des candidats à l'attribution de ses marchés publics le même niveau d'information.

### 2. Les marchés publics exclus de l'application du présent règlement

---

**2.1** Les marchés publics régis au livre 5 Partie II du Code de la commande publique ne sont pas soumis aux règles du présent règlement intérieur.

**2.2** A ce titre, le présent règlement intérieur n'est, notamment, pas applicable aux marchés publics passés par Pas-de-Calais habitat qui répondent aux conditions fixées par les articles L 2511-1 et suivants (contrats de quasi-régie) et L 2511-6 (convention de coopération entre pouvoirs adjudicateurs) du code de la commande publique.

Pour rappel, les contrats de quasi-régie sont les contrats conclus entre Pas-de-Calais habitat et une entité qui ne comporte pas de participation directe de capitaux privés, sur laquelle il exerce un contrôle analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services et qui réalise plus de 80% de son activité dans le cadre des tâches qui lui sont confiées par Pas-de-Calais habitat ou par d'autres personnes morales que ce dernier contrôle.

Les conventions de coopération ont pour objet d'établir ou de mettre en œuvre une coopération entre Pas-de-Calais habitat et un ou plusieurs autres pouvoirs adjudicateurs dans le but de garantir que les services publics dont ils ont la responsabilité sont réalisés en vue d'atteindre les objectifs qu'ils ont en commun.

**2.3** Préalablement à la passation des marchés publics de services conclus avec un acheteur qui bénéficie, en vertu d'une disposition légalement prise, d'un droit exclusif ou d'un marché public de services relatif à la recherche et développement, le service acheteur concerné devra justifier, dans le cadre d'une note écrite, rédigée à l'attention du Directeur général de l'Office, les raisons pour lesquelles le marché public considéré est exclu du champ d'application du présent règlement.

Dans tous les cas, la décision de conclure un tel marché public sans procédure de publicité ni de mise en concurrence préalable doit être préalablement validée par le service marchés et assurances.

### 3. La définition des besoins

---

La définition précise des besoins du service acheteur est nécessaire à la détermination des formalités de publicité applicables ainsi qu'à la définition de la procédure de passation adéquate du marché public. Elle est également une garantie de la bonne exécution du contrat conclu avec l'attributaire.

Préalablement au lancement de la procédure de passation d'un marché public, et quel que soit le montant de l'achat, le service acheteur doit avoir ainsi défini ses besoins conformément aux dispositions du présent règlement.

La définition des besoins doit être réalisée par le service acheteur en prenant en compte des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale.

La définition des besoins doit conduire à l'évaluation du montant global du marché public à conclure.

Le service acheteur doit procéder à la définition de ses besoins dans le respect de la nomenclature des achats de Pas-de-Calais habitat dans les conditions suivantes :

- **Dans tous les cas**, le service acheteur doit s'assurer qu'aucun marché en cours d'exécution ne pourrait entièrement répondre aux besoins exprimés.
- **Pour les fournitures et les services** :

Pour les fournitures et services, les besoins s'apprécient de manière globale sur l'ensemble des services de Pas-de-Calais habitat, et non pas service par service.

Le service acheteur procède à une estimation de la valeur totale des fournitures ou des services qui peuvent être considérés comme homogènes soit en raison de leurs caractéristiques propres, soit parce qu'ils constituent une unité fonctionnelle tels que définis dans la nomenclature des achats de l'office.

Lorsque le marché public est alloti, la valeur globale estimée de tous les lots doit être prise en compte pour le calcul du montant estimatif du marché public.

Pour les marchés publics de maîtrise d'œuvre, le service acheteur procède à une estimation de la valeur totale des services objets de ce marché en considération notamment de leur rattachement à une même opération de travaux ainsi qu'à leur nature technique (suivant une logique de métiers).

Afin de parvenir à la détermination précise de la nature et de l'étendue des besoins préalablement au lancement d'une consultation, le service acheteur pourra effectuer des consultations, réaliser des études de marché, solliciter des avis ou informer les opérateurs économiques de son projet de consultation et de ses exigences.

Les résultats de ces études et échanges préalables peuvent être utilisés par le service acheteur à condition qu'ils n'aient pas pour effet de fausser la concurrence. L'utilisation de ces résultats ne doit pas non plus conduire Pas-de-Calais habitat à méconnaître les principes fondamentaux de la commande publique, tels que définis à l'article 1 du présent règlement.

- **Pour les travaux** :

Pour les travaux, les besoins s'apprécient par opération.

Le service acheteur doit prendre en considération la valeur globale des travaux se rapportant à une opération portant sur un ou plusieurs ouvrages ainsi que la valeur totale estimée des fournitures et des services mis à la disposition du titulaire par Pas-de-Calais habitat lorsqu'ils sont nécessaires à l'exécution des travaux.

Il y a opération de travaux lorsque le service acheteur prend la décision de mettre en œuvre, dans une période de temps et un périmètre limité, un ensemble de travaux caractérisé par son unité fonctionnelle, technique ou économique.

Lorsque le marché public est alloti, la valeur globale estimée de tous les lots doit être prise en compte pour le calcul du montant estimatif du marché public.

Afin de parvenir à la détermination précise de la nature et de l'étendue des besoins préalablement au lancement d'une consultation, le service achats pourra effectuer des consultations, réaliser des études de marché, solliciter des avis ou informer les opérateurs économiques de son projet de consultation et de ses exigences.

Les résultats de ces études et échanges préalables peuvent être utilisés par le service achats à condition qu'ils n'aient pas pour effet de fausser la concurrence. L'utilisation de ces résultats ne doit pas non plus conduire Pas-de-Calais habitat à méconnaître les principes fondamentaux de la commande publique, tels que définis à l'article 1 du présent règlement.

#### 4. Les achats groupés et centralisés

**4.1** Pas-de-Calais habitat peut, selon ses besoins, recourir aux services d'une centrale d'achat pour une activité d'achat centralisée. Dans cette hypothèse, Pas-de-Calais habitat peut également confier à cette centrale d'achat, sans procédure de publicité et de mise en concurrence préalable, des activités d'achat auxiliaires.

Les activités d'achat auxiliaires consistent, pour une centrale d'achat à fournir, à ses membres, une assistance à la passation des marchés publics, notamment sous les formes suivantes :

- Mise à disposition d'infrastructures techniques permettant aux acheteurs de conclure des marchés publics de travaux, de fournitures ou de services ;
- Conseil sur le déroulement ou la conception des procédures de passation de marchés publics ;
- Préparation et gestion des procédures de passation de marchés publics au nom de l'acheteur concerné et pour son compte.

Pas-de-Calais habitat peut également se constituer en centrale d'achat afin d'exercer des activités d'achat centralisées et des activités d'achat auxiliaires.

**4.2** Pas-de-Calais Habitat peut adhérer à un groupement de commandes dans les conditions définies par la loi.

#### 5. Dématérialisation

Les documents de la consultation relatifs à la passation de l'ensemble des marchés publics de Pas-de-Calais habitat d'un montant estimé supérieur à 40 000 € HT seront gratuitement mis à disposition des opérateurs économiques sur son profil d'acheteur, à compter de la publication de l'avis d'appel à la concurrence.

Toutes les communications et tous les échanges d'informations entre Pas-de-Calais habitat et les opérateurs économiques sont effectués par des moyens de communication électronique via le profil acheteur de Pas-de-Calais habitat pour les marchés d'un montant estimé supérieur à 40 000 € HT.

Pas-de-Calais habitat permet la signature électronique de tous les marchés quelque soit le montant mais exige la signature électronique de ces marchés dès 40 000 € HT.

#### 6. Les procédures de passation des marchés

##### *a - Présentation des procédures*

Les règles définies dans le cadre du présent règlement sont des obligations minimales devant être respectées.



Ces obligations minimales pourront être renforcées ou complétées si les caractéristiques du marché en cause le justifient.

Dans l'hypothèse du recours à une procédure plus contraignante, l'ensemble des règles applicables à cette procédure devra être respecté.

Les procédures susceptibles d'être mises en œuvre sont les suivantes :

- ✓ **L'appel d'offres** : procédure par laquelle Pas-de-Calais habitat choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, sans négociation, sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats. L'appel d'offres est ouvert lorsque tout opérateur économique peut remettre une offre dans le cadre de cette procédure. L'appel d'offres est restreint lorsque seuls les opérateurs économiques qui ont été sélectionnés peuvent remettre une offre.
- ✓ **La procédure du dialogue compétitif** : procédure dans laquelle Pas-de-Calais habitat dialogue avec les candidats admis à participer à la procédure en vue de définir ou développer les solutions de nature à répondre à ses besoins et sur la base desquelles ces candidats sont invités à remettre une offre. Après remise des offres finales, l'offre économiquement la plus avantageuse est retenue.

Le recours à cette procédure est possible dans les cas prévus par la loi et les règlements.

- ✓ **La procédure avec négociation** : procédure formalisée par laquelle Pas-de-Calais habitat négocie les conditions du marché avec un ou plusieurs opérateurs économiques.

Le recours à cette procédure est possible dans les cas prévus par la loi et les règlements.

- ✓ **La procédure adaptée** : procédure en dessous des seuils des procédures formalisées, dont les modalités sont fixées dans le respect des principes de la commande publique et au présent règlement et adaptée aux caractéristiques du marché.
- ✓ **La procédure sans publicité ni mise en concurrence préalable** : dans les seuls cas prévus par la loi et les règlements.

Le recours au dialogue compétitif, à une procédure avec négociation, ou à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalable doit être autorisé par le comité technique.

## ***b - Les organes d'attribution***

---

Les organes ci-dessous définis pourront, lors de circonstances exceptionnelles ou en cas d'urgence, être consultés lors de réunion dématérialisée en visioconférence afin de préserver le débat.

Dans ce cas, un vote électronique sera réalisé.

Dans les mêmes conditions si le débat n'est pas nécessaire, les organes ci-dessous pourront être consultés directement par mail. Cette procédure doit relever de l'exception.

Selon les procédures employées, les organes concourant ou procédant à l'attribution des marchés sont :

### **➔ La Commission d'Appel d'Offres**

Pour les marchés publics dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils de procédures formalisées, la Commission d'Appel d'Offres émet un avis sur l'ouverture des plis et le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, au vu duquel le Directeur Général choisit l'attributaire.

La Commission d'Appel d'Offres peut également émettre des avis sur des questions qui lui sont soumises et sur le recours à certaines procédures ou modalités d'achat.

La Commission d'Appel d'Offres émet également un avis sur la conclusion des projets d'avenant supérieurs à 5% d'augmentation du montant du marché dont l'attribution lui a été soumise.

#### ↳ Composition

La Commission d'Appel d'offres est composée des membres suivants ayant voix délibérative :

- Quatre membres titulaires désignés par le Conseil d'Administration en son sein,
- Quatre membres suppléants désignés par le Conseil d'Administration en son sein.

Peuvent également siéger, avec voix consultative, au sein de la Commission d'Appel d'Offres les personnes suivantes désignées par le président de la Commission d'Appel d'Offres :

- Le Directeur Général
- La Responsable du service Marchés et Assurances
- un représentant du ministre chargé de la concurrence ;
- un ou plusieurs agents de Pas-de-Calais habitat ;
- des personnalités invitées en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet du marché public concerné ;
- un ou deux membres suppléants de la Commission d'appel d'offres.

#### ↳ Modalités de fonctionnement

En cas d'empêchement momentané ou définitif d'un membre titulaire de la commission, il est pourvu à son remplacement par un membre suppléant. Le remplacement d'un membre titulaire intervient dans l'ordre de la liste des membres suppléants.

Le quorum est atteint lorsque, en présence du Président de la Commission d'Appel d'Offres ou de son suppléant, un des membres désignés par le Conseil d'Administration ayant voix délibérative est présent.

Néanmoins, si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

En cas de partage des voix, le Président dispose d'une voix prépondérante.

### ➔ **La Commission des Procédures Adaptées**

La Commission des Procédures Adaptées émet un avis sur l'ouverture des plis et le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse pour les marchés dont les seuils sont définis dans les tableaux ci-dessous, au vu duquel le Directeur Général choisit l'attributaire.

La Commission des Procédures Adaptées émet également un avis sur la conclusion des projets d'avenant supérieurs à 5% d'augmentation du montant du marché dont l'attribution lui a été soumise.

#### ↳ Composition

La Commission des Procédures Adaptées est composée des membres suivants ayant voix délibérative :

- Quatre membres titulaires désignés par le Conseil d'Administration en son sein dont l'un en qualité de Président de la Commission, les trois autres membres ayant la qualité de président suppléant.
- Le Directeur Général

Peuvent également siéger, avec voix délibérative, au sein de la Commission des Procédures Adaptées les personnes suivantes en tant que suppléant:

- Le Secrétaire général
- Le Directeur des ressources humaines
- Le Directeur des finances
- Le Directeur du patrimoine et de la maîtrise d'ouvrage

Peuvent également siéger, avec voix consultative, au sein du Comité des Procédures Adaptées les personnes suivantes désignées par le président de la Commission des Procédures Adaptées :

- La Responsable du service marchés et assurances ;
- un représentant du ministre chargé de la concurrence ;
- un ou plusieurs agents de Pas-de-Calais habitat ;
- des personnalités invitées en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet du marché public concerné ;

#### ↳ Modalités de fonctionnement

Le quorum est atteint lorsque, en présence du Président ou de son suppléant désigné selon l'ordre de nomination, un des membres ayant voix délibérative est présent.

Néanmoins, si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

En cas de partage des voix, le Président dispose d'une voix prépondérante.

#### ➔ **La Commission de délégation de service public**

Pour les contrats de concession, la Commission de délégation de service public émet un avis sur l'ouverture des plis, analyse les dossiers de candidature et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

La Commission de délégation de service public émet également un avis sur la conclusion des projets d'avenant au marché dont l'attribution lui a été soumise.

#### ↳ Composition

Conformément à l'article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de délégation de service public est composée des membres suivants ayant voix délibérative :

- Le Directeur Général, président de la commission de délégation de service public,
- Cinq membres titulaires élus par le Conseil d'Administration en son sein,
- Cinq membres suppléants élus par le Conseil d'Administration en son sein.

Peuvent également siéger, avec voix consultative, au sein de la Commission de délégation de service public les personnes suivantes désignées par le président de la Commission de délégation de service public:

- La Responsable du service marchés et assurances
- un représentant du ministre chargé de la concurrence ;
- un ou plusieurs agents de Pas-de-Calais habitat ;
- des personnalités invitées en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet du marché public concerné ;
- un ou deux membres suppléants de la Commission de délégation de service public.

## Modalités de fonctionnement

En cas d'empêchement momentané ou définitif d'un membre titulaire de la commission, il est pourvu à son remplacement par un membre suppléant. Le remplacement d'un membre titulaire intervient dans l'ordre de la liste des membres suppléants.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

Néanmoins, si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

En cas de partage des voix, le Président dispose d'une voix prépondérante.

### **➔ Le Comité technique**

Pour tous les marchés publics, le Comité technique :

- vérifie l'alignement des projets d'achats et des demandes de publicité avec la stratégie de l'office définie par le Conseil d'Administration, le Bureau ou le CODIR
- émet également un avis sur la conclusion des projets d'avenant
  - o sur tous les avenants d'un montant inférieur à 5%
  - o sur les autres avenants supérieurs à 5 % avant passage devant les commissions compétentes

Pour les marchés publics dont la valeur estimée hors taxe est comprise entre 90 000.00€ HT et les seuils définis dans les tableaux ci-dessous, le Comité technique :

- Emet un avis sur l'ouverture des plis ;
- émet un avis sur le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, au vu duquel il est procédé au choix de l'attributaire ;
- émet également un avis sur la conclusion des projets d'avenant supérieurs à 5% d'augmentation du montant du marché dont l'attribution lui a été soumise.

Le Comité technique peut également émettre des avis sur le recours à certaines procédures ou modalités d'achat.

## Composition

Le comité technique est composé des membres suivants ayant voix délibérative :

- Le Directeur général, président du comité technique
- Le Secrétaire général, suppléant du président
- Le Directeur du patrimoine et de la maîtrise d'ouvrage
- Le Chef du service achats
- Le Responsable du service marchés et assurances

Peuvent également siéger, avec voix délibérative, au sein du Comité des Procédures Adaptées les personnes suivantes en tant que suppléant:

- Un membre de la direction du patrimoine et le maîtrise d'ouvrage
- Un membre de la direction de la performance
- Un membre du service marchés et assurances

Les membres suppléants seront désignés, le cas échéant, par le président du comité technique en cas d'absence ou d'empêchement d'un membre.

### Modalités de fonctionnement

Le quorum est atteint lorsque, en présence du Président ou de son suppléant désigné, deux des membres ayant voix délibérative sont présents.

Néanmoins, si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, le comité est à nouveau convoqué. Il se réunit alors valablement sans condition de quorum.

En cas de partage des voix, le Président dispose d'une voix prépondérante.

### **➔ Service acheteur**

Pour les marchés publics dont la valeur estimée est inférieure 89 999,99€ HT, les Directions fonctionnelles par l'intermédiaire de leur Directeur établissent, un classement des offres et au vu duquel l'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie dans le respect des principes de la commande publique applicables et des dispositions prévues au présent règlement.

### **➔ Le Jury**

Un Jury doit être réuni lorsque Pas-de-Calais habitat décide de passer un concours de maîtrise d'œuvre, un marché de conception-réalisation ou bien un marché public global de performance.

Dans le cadre de la passation d'un marché de conception-réalisation ou d'un marché public global de performance, le Jury dresse un procès-verbal d'examen des candidatures et formule un avis motivé sur la liste des candidats à retenir. Après avoir entendu les candidats admis à réaliser des prestations, le Jury dresse un procès-verbal d'examen des prestations et d'audition des candidats et formule un avis motivé.

Dans le cadre de la passation d'un concours de maîtrise d'œuvre, le Jury examine les candidatures et formule un avis motivé sur celles-ci. Le Jury examine les plans et projets présentés par les participants au concours de manière anonyme en se fondant exclusivement sur les critères d'évaluation des projets définis dans l'avis de concours. Il consigne, dans un procès-verbal, signé par ses membres, le classement des projets ainsi que ses observations.

### Membres du Jury

Le Jury est composé exclusivement de personnes indépendantes des participants au concours.

Les membres du Jury ont voix délibérative.

Les membres ayant voix délibérative de la Commission d'Appel d'Offres sont membres du Jury.

Le président de la Commission d'Appel d'Offres est président du jury.

Lorsqu'une qualification professionnelle particulière est exigée des participants au concours, le président du Jury procède aux désignations permettant qu'au moins un tiers des membres du Jury possède cette qualification ou une qualification équivalente.

Le Jury comporte au moins un tiers de maîtres d'œuvre indépendants des candidats et de Pas-de-Calais habitat, et compétents au regard de l'ouvrage à concevoir et de la nature des prestations à fournir pour sa conception.

### Personnes désignées par le Jury

Le Jury peut faire appel au concours de personnes susceptibles de lui apporter des informations utiles. Ces personnes n'ont pas voix délibérative et demeurent, dans tous les cas, indépendantes des participants au concours.

Il peut s'agir :

- Du directeur général ;
- Des personnalités invitées en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet du marché concerné ;
- D'un ou plusieurs agents de Pas-de-Calais habitat.

Ces personnes sont désignées par le Président du Jury.

### Modalités de fonctionnement

Les membres du Jury, à l'exception du Président, peuvent se faire représenter par à l'un d'entre eux lors d'une réunion du Jury, chacun ne pouvant recevoir qu'un seul pouvoir par réunion.

S'agissant des modalités de représentation des membres du jury, il est précisé que :

- les membres du jury étant également membres de la Commission d'appel d'offres ne peuvent se faire représenter que par l'un d'entre eux ;
- les membres du jury qui possède une qualification professionnelle ou une qualification professionnelle équivalente à celle exigée des candidats ne peuvent se faire représenter que par l'un d'entre eux.

Le quorum est atteint lorsque, en présence du Président, les deux tiers des membres sont présents ou représentés.

En cas de partage des voix, le Président dispose d'une voix prépondérante.

### **Le Directeur Général**

Le Directeur Général prend les décisions d'attribution des marchés au vu de l'avis des organes compétents selon les procédures définies au Code de la Commande Publique et au présent règlement. Il procède également à l'attribution des avenants dans les mêmes conditions.

## *c- Définition des procédures applicables en fonction du montant du marché*

### **La procédure adaptée**

En dessous des seuils des procédures formalisées, la procédure de passation du marché est librement déterminée par le pouvoir adjudicateur dans le respect des principes du droit de la commande publique et des dispositions du présent règlement en fonction de la nature et des caractéristiques des besoins à satisfaire, du nombre ou de la localisation des opérateurs économiques susceptibles d'y répondre ainsi que des circonstances de l'achat.

Les offres des candidats pourront faire l'objet d'une négociation dans le cadre de la procédure adaptée.

Les informations transmises dans le cadre de la négociation ne doivent pas conduire à avantager certains candidats ni constituer une violation du secret des affaires.

La négociation ne peut pas non plus conduire à modifier substantiellement les caractéristiques ou les conditions d'exécution du marché, précisées dans les documents de la consultation.

Les modalités selon lesquelles les offres sont négociées sont précisées dans les documents de la consultation.

Lorsque Pas-de-Calais habitat a prévu de négocier un marché lancé selon une procédure adaptée, il peut attribuer ce marché sur la base des offres initiales sans négociation à condition de l'avoir prévu dans les documents de la consultation.

- **De 0 à 14.999,99 €**

Aucune procédure de publicité ni de mise en concurrence n'est imposée au service acheteur.

- **entre 15 000 € et 39.999,99 € HT**

Le service acheteur doit consulter, par mail, au moins trois opérateurs économiques.

- **De 40.000 à 89 999,99 € HT**

Une publicité doit être réalisée sur le profil d'acheteur, le site de Pas-de-Calais habitat et dans un organe de presse spécialisée, si nécessaire.

Parallèlement à cette publicité, trois opérateurs économiques sont consultés par écrit via le profil acheteur.

Un délai de principe de 15 jours doit être respecté entre la publication de l'avis et la date de remise des offres. Il pourra être réduit avec l'accord du service marchés et assurances.

- **De 90 000 € HT jusqu'au seuil des procédures formalisées**

Un avis de publicité doit être publié sur le profil d'acheteur, le site de Pas-de-Calais habitat et dans un journal de presse spécialisée.

L'avis de publicité est complété par un règlement de consultation le cas échéant.

Un délai minimal de remise des offres de 21 jours francs doit être respecté

### **La procédure formalisée**

Un avis de pré-information peut être publié au Journal Officiel de l'Union Européenne ou sur le profil d'acheteur de Pas-de-Calais Habitat, suivant les modalités précisées dans le code de la commande publique.

Un avis d'appel public à la concurrence, respectant le modèle communautaire, doit être publié au Journal Officiel de l'Union Européenne, sur le profil d'acheteur et le site de Pas-de-Calais habitat.

Pour les marchés de travaux, un avis de publicité doit être également publié dans un organe de presse spécialisée. Pour les marchés de fournitures et de services, l'avis d'appel public à la concurrence est publié dans un organe de presse spécialisée si nécessaire.

L'avis de publicité est complété par un règlement de consultation.

## ***d- Application des procédures aux catégories de marché***

### ***➤ Calcul de la valeur estimée des besoins***

La valeur estimée du besoin est calculée sur la base du montant total hors taxe du ou des marchés publics envisagés, y compris les options et les reconductions.

Pour les marchés publics de travaux, la valeur estimée du besoin est déterminée, quels que soient le nombre d'opérateurs économiques auquel il est fait appel et le nombre de marchés publics à passer, en prenant en compte la valeur totale des travaux se rapportant à une opération ainsi que la valeur totale estimée des fournitures et des services mis à la disposition du titulaire par l'acheteur lorsqu'ils sont nécessaires à l'exécution des travaux.

Etant précisé qu'il y a opération de travaux lorsque Pas-de-Calais Habitat prend la décision de mettre en œuvre, dans une période de temps et un périmètre limité, un ensemble de travaux caractérisé par son unité fonctionnelle, technique ou économique.

Pour les marchés publics de fournitures ou de services, la valeur estimée du besoin est déterminée, quels que soient le nombre d'opérateurs économiques auquel il est fait appel et le nombre de marchés publics à passer, en prenant en compte la valeur totale des fournitures ou des services qui peuvent être considérés comme homogènes soit en raison de leurs caractéristiques propres, soit parce qu'ils constituent une unité fonctionnelle.

Enfin, lorsque le marché public est alloti, le service acheteur concerné prend en compte la valeur totale estimée de l'ensemble des lots pour définir les obligations de publicité et de mise en concurrence applicable à ce marché public.



➤ *Les marchés de travaux*

|  | De 0 à 14 999.99 € HT   | De 15 000 € HT à 39 999.99 € HT                  | De 40.000 € HT à 89 999.99 € HT  | De 90 000 € au seuil de transmission au contrôle de légalité € HT  | Du seuil de transmission au contrôle de légalité € HT à 2 499 999.99 € HT  | De 2 500 000.00 € HT au seuil des procédures formalisées                  | A partir du seuil des procédures formalisées*  |
|--|---|--|--|--|--|---|--|
|  | Aucune procédure  | Procédure adaptée                                |  |  |  |   | Procédure formalisée   |
| Procédure de publicité et de mise en concurrence à mettre en œuvre | Aucune procédure de publicité ni de mise en concurrence préalable | Réalisation de trois consultations par mail      | Publicité sur le profil d'acheteur et le site de PDCH<br>Trois consultations écrites<br>Presse spécialisée si nécessaire                   | Publicité sur le profil d'acheteur et le site de PDCH et presse spécialisée<br><br>Mise en concurrence adaptée                             |  |   | Appel d'offres ouvert ou restreint, procédure avec négociation, dialogue compétitif<br><br>Publication au JOUE, sur le profil d'acheteur, dans la presse spécialisée   |
| Délais   | Pas d'obligation  | Pas d'obligation                                 | Respect d'un délai de principe de 15 jours   | Respect d'un délai minimal de 21 jours francs entre la publication de l'avis et la date de remise des offres                               |  |   | Respect d'un délai légal ou réglementaire en fonction de la procédure applicable   |
| Ouverture des offres   | Service acheteur  | Service acheteur                                 | Service Marchés puis transmission au service acheteur  | Service Marchés puis transmission au comité technique  | Service Marchés puis transmission au comité technique  | Service Marchés puis transmission à la Commission des Procédures Adaptées | Service Marchés puis transmission à la Commission d'appel d'offres   |
| Proposition de choix de l'offre économiquement la plus avantageuse | Service acheteur  | Service acheteur                                 | Service acheteur   | Comité technique   | Commission des Procédures Adaptées   |   | Commission d'appel d'offres  |
| Information des candidats  | Aucune  | Information des candidats retenus et non retenus | Information des candidats retenus et non retenus via le profil acheteur<br><br>Publication des données essentielles sur le profil acheteur | Information des candidats retenus et non retenus via le profil acheteur<br><br>Publication des données essentielles sur le profil acheteur | Information des candidats retenus et non retenus via le profil acheteur<br><br>Avis d'attribution<br><br>Publication des données essentielles sur le profil acheteur |   | Information des candidats retenus et non retenus via le profil acheteur<br>Avis d'attribution<br>Publication des données essentielles sur le profil acheteur<br>Respect du délai de standstill <sup>15</sup> |

## ➤ Les autres marchés

|   | De 0 à<br>14 999.99 € HT  | De 15 000 € HT à<br>39 999.99 € HT                     | De 40.000 € HT<br>à 89 999.99 €<br>HT  | De 90 000 € au<br>seuil de contrôle<br>de légalité  | A partir du seuil de<br>contrôle de légalité  |
|---|---|--|--|---|---|
|   | Aucune<br>procédure   | Procédure adaptée                                      |  |   | Procédure<br>formalisée   |
| Procédure de<br>publicité et de mise<br>en concurrence à<br>mettre en œuvre | Aucune procédure<br>de publicité ni de<br>mise en<br>concurrence<br>préalable | Réalisation de trois<br>consultations par<br>mail      | Publicité sur le<br>profil d'acheteur<br>et le site de PDCH<br>Trois<br>consultations<br>écrites<br>Presse spécialisée<br>si nécessaire                                    | Publicité sur le<br>profil d'acheteur et<br>le site de PDCH et<br>presse spécialisée<br><br>Mise en<br>concurrence<br>adaptée | Appel d'offres ouvert<br>ou restreint,<br>procédure avec<br>négociation, dialogue<br>compétitif<br><br>Publication au JOUE,<br>sur le profil<br>d'acheteur, dans la<br>presse spécialisée et<br>sur le site de PDCH           |
| Délais  | Pas d'obligation  | Pas d'obligation                                       | Respect d'un<br>délai de principe<br>de 15 jours   | Respect d'un délai<br>minimal de 22 jours<br>entre la publication<br>de l'avis et la date<br>de remise des<br>offres          | Respect d'un délai<br>légal ou<br>réglementaire en<br>fonction de la<br>procédure applicable  |
| Ouverture des<br>offres   | Service acheteur  | Service acheteur                                       | Service Marchés<br>puis transmission<br>au service<br>acheteur   | Service<br>Marchés puis<br>transmission au<br>comité<br>technique   | Service Marchés puis<br>transmission à la<br>Commission d'appel<br>d'offres   |
| Proposition de<br>choix de l'offre<br>économiquement<br>la plus avantageuse | Service acheteur  | Service acheteur                                       | Service acheteur   | Comité technique  | Commission d'appel<br>d'offres  |
| Information des<br>candidats  | Aucune  | Information des<br>candidats retenus<br>et non retenus | Information des candidats retenus et<br>non retenus via le profil acheteur<br><br>Avis d'attribution<br><br>Publication des données essentielles sur<br>le profil acheteur |   | Information des<br>candidats retenus et<br>non retenus via le<br>profil acheteur<br>Avis d'attribution de<br>marché<br>Publication des<br>données essentielles<br>sur le profil acheteur<br>Respect du délai de<br>standstill |

## ➤ Cas particuliers

Dans certains cas particuliers, il pourra être dérogé au présent règlement. La procédure utilisée sera alors fonction de la nature, de l'urgence et décidée en accord avec le comité technique et dans le respect des conditions fixées par le Code de la Commande publique.

Afin de susciter la plus large concurrence, les marchés publics passés par Pas-de-Calais habitat sont allotis, excepté dans l'hypothèse où :

- Pas-de-Calais habitat décide de conclure un marché global (marché de conception-réalisation, marché public global de performance) ;
- l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes ;
- Pas-de-Calais habitat n'est pas en mesure d'assurer lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination ;
- la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Lorsque Pas-de-Calais habitat décide de passer un marché public global, les raisons de ce choix figurent dans les documents de la consultation ou dans le rapport de présentation du marché considéré. La décision de ne pas alloter un marché public sera soumise à l'avis du comité technique.

Pas-de-Calais habitat peut limiter le nombre de lots pour lesquels un opérateur économique peut présenter une offre ou le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même opérateur économique. Dans cette hypothèse, Pas-de-Calais habitat précisera, dans les documents de la consultation, le nombre maximal de lots auquel un même opérateur économique peut soumissionner et les règles applicables lorsque la mise en œuvre des critères d'attribution du marché public conduit à attribuer à un même opérateur économique un nombre de lots supérieur à ce nombre maximal (détermination d'un ordre de priorité des lots).

## 7. L'attribution des marchés

---

Pas-de-Calais habitat procède à l'examen de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, des capacités techniques et professionnelles et des capacités économiques et financières des candidats à un marché public.

Cette vérification est retracée :

- dans le rapport d'analyse des offres pour les marchés supérieurs à 15 000 € HT et inférieurs à 89 999.99 € HT
- dans un procès-verbal d'ouverture des offres pour les marchés supérieurs à 90 000.00 euros HT.

Les critères de sélection des offres doivent être objectifs, précis et liés à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution. Ils doivent être explicités dans l'avis d'appel public à la concurrence ou dans le règlement de consultation de manière à permettre l'information claire et précise des soumissionnaires sur les attentes et besoins de Pas-de-Calais habitat.

Pas-de-Calais habitat, soucieux du développement durable dans la passation de ses marchés veille à inclure dans ses critères d'attribution, des critères sociaux et environnementaux. L'office veille également à inclure des clauses sur la gestion des déchets et leur recyclage. Des pénalités spécifiques peuvent également être mise en place en cas de non-respect des engagements pris par les attributaires des marchés.

Pas-de-Calais habitat veille également à l'insertion sociale des publics en difficulté en favorisant la mise en place de clauses d'insertion sociale dans ses marchés en fonction de leur objet.

Les critères de sélection des offres sont pondérés. La pondération est également précisée dans l'avis d'appel public à la concurrence, et le règlement de consultation le cas échéant. La pondération peut être exprimée sous forme d'une fourchette avec un écart maximum approprié. Dans cette hypothèse toutefois, l'écart de pondération doit pouvoir se justifier en fonction du marché concerné, ne peut pas avoir pour conséquence d'inverser l'ordre des critères pondérés et ne peut, en tout état de cause, offrir une liberté de choix illimitée à Pas-de-Calais habitat.

Lorsque la pondération des critères de sélection des offres est impossible pour des raisons objectives, les critères de sélection des offres sont indiqués dans un ordre décroissant d'importance.

Les offres des candidats sont analysées sur la base des critères précisés dans l'avis d'appel public à la concurrence et/ou le règlement de consultation.

L'analyse des offres fait l'objet :

- d'un rapport d'analyse des offres pour les marchés supérieurs à 15 000 € HT et inférieurs à 89 999.99 € HT en travaux et inférieurs aux seuils de procédures formalisées pour les autres marchés
- dans un procès-verbal d'attribution des offres pour les marchés supérieurs au seuil du contrôle de légalité

Les candidats ou soumissionnaires non retenus seront informés du rejet de leur candidature ou de leur offre ainsi que des motifs de ce rejet. Et, lorsque cette information intervient après l'attribution du marché public, elle précise également le nom de l'attributaire et les motifs qui ont conduit au choix de son offre, ainsi que la date à compter de laquelle Pas-de-Calais habitat est susceptible de signer le marché public.

Dans les marchés publics dont le montant est supérieur à 90 000€ HT, Pas-de-Calais habitat envoie pour publication, dans les 30 jours à compter de la signature de ses marchés publics, un avis d'attribution et les données essentielles du marché.

Pour les marchés d'un montant supérieur à 40 000 € HT Pas-de-Calais habitat publie les données essentielles du marché.

L'information des tiers sera réalisée selon les procédures légales et réglementaires en vigueur.

Les marchés publics de Pas-de-Calais habitat supérieurs au seuil prévu par les dispositions de l'article D. 2131-5-1 du Code général des collectivités territoriales sont transmis au contrôle de légalité.

## 8. Les marchés publics globaux

### *1. Les marchés de conception-réalisation*

Pas-de-Calais habitat peut conclure des marchés de conception-réalisation dans les conditions fixées par le code de la commande publique.

### *2. Les marchés publics globaux de performance*

Pas-de-Calais habitat peut conclure des marchés publics globaux de performance ayant pour objet l'exploitation ou la maintenance et la conception-réalisation de prestations afin de remplir des objectifs chiffrés de performance définis notamment en termes de niveau d'activité, de qualité de service, d'efficacité énergétique ou d'incidence écologique.

## 9. L'exécution des marchés publics

### *a- Application des CCAG*

Pas de Calais habitat entend se soumettre aux obligations des cahiers des clauses administratives générales relatives à l'exécution des marchés.

Toutefois, des dispositions dérogatoires aux cahiers des clauses administratives générales pourront être fixées dans le cahier des clauses administratives particulières des marchés publics. Ces dispositions dérogatoires

pourront notamment porter sur les modalités de paiement du titulaire ou les conditions dans lesquelles les prestations sont garanties.

A titre exceptionnel, au cas par cas, il pourra être décidé de ne pas appliquer les cahiers des clauses administratives générales.

### ***b- Modifications des marchés publics de Pas-de-Calais habitat***

---

Les marchés de Pas-de-Calais habitat peuvent être modifiés dans les cas suivants :

- i. **Modification mineure** - Lorsque le montant de la modification est inférieur non seulement aux seuils des procédures formalisées mais également aux seuils suivants :
  - ✓ 10 % du montant du marché initial pour les marchés publics de services et de fournitures ;
  - ✓ 15 % du montant du marché initial pour les marchés publics de travaux.
- ii. **Clauses de réexamen ou d'option** - Lorsque les modifications, quel qu'en soit leur montant, ont été prévues dans les documents de la consultation par des clauses de réexamen ou d'option claires, précises et sans équivoque.
- iii. **Prestations supplémentaires** - Lorsque des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel qu'en soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché public initial, à la double condition qu'un changement de titulaire :
  - ✓ Soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial ;
  - ✓ Présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour Pas-de-Calais Habitat.

Le montant de chaque modification résultant de l'achat de telles prestations supplémentaires ne peut être supérieur à 50% du montant du marché public initial.

- iv. **Circonstances imprévues** - Lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Le montant de chaque modification résultant de circonstances imprévues ne peut être supérieur à 50% du montant du marché public initial.

- v. **Substitution de titulaire** - Lorsqu'un nouveau titulaire remplace le titulaire initial du marché public, dans l'un des cas suivants :
  - ✓ En application d'une clause de réexamen ou d'une option ;
  - ✓ Dans le cas d'une cession du marché public, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial ;
- vi. **Modification non substantielle** - Lorsque les modifications, quel qu'en soit leur montant, ne sont pas substantielles ; étant précisé qu'une modification est considérée comme substantielle lorsqu'elle change la nature globale du marché public. En tout état de cause, une modification est substantielle lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :
  - ✓ Elle introduit des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;

- ✓ Elle modifie l'équilibre économique du marché public en faveur du titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché public initial ;
  - ✓ Elle modifie considérablement l'objet du marché public ;
  - ✓ Elle a pour effet de remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors de l'application d'une clause de réexamen ou d'une option ou bien en dehors d'une cession du marché à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial.
3. Dans tous les cas, la modification des marchés publics ayant un impact financier supérieur à 5% devra avoir reçu au préalable l'avis favorable l'entité ayant attribué le marché concerné.

### *c- Sous-traitance*

---

Les conditions dans lesquelles une partie des prestations du marché public peut être sous-traitée ainsi que les modalités de paiement du sous-traitant sont régies par les articles L2193-1 à L 2193-14 du code de la commande publique.

### *d- Régime d'exécution financière*

---

Les marchés publics passés par Pas-de-Calais habitat donnent lieu à des versements à titre d'avances, d'acomptes, de règlements partiels définitifs ou de solde.

Le paiement des prestations est réalisé dans les délais fixés par la réglementation en vigueur.

Les marchés publics de Pas-de-Calais habitat peuvent prévoir, à la charge de leurs titulaires, différents types de garantie (retenue de garantie, garantie à première demande, caution personnelle et solidaire).

### *e- Compétence juridictionnelle*

---

L'ensemble des différends liés à la passation, à l'exécution ou à l'interprétation des marchés publics conclus par Pas-de-Calais habitat est soumis aux juridictions administratives.

## 10. Utilisation de la carte bancaire de Pas-de-Calais habitat

---

### **Conditions d'utilisation :**

- Achats à caractère professionnel sur internet dans la limite des plafonds de ladite carte
- Hébergement
- Repas dès lors que le nombre de convives est supérieur à 10
- Transports

Les achats réalisés avec cette/ces carte(s) sont soumis aux règles de la commande publique et du présent règlement des achats.

## 11. Dispositions finales

---

Le présent règlement intérieur ne peut être modifié que par délibération du Conseil d'Administration de Pas-de-Calais habitat.

Les procédures internes des achats doivent rester en permanence compatibles avec les dispositions du présent règlement intérieur.